

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

26^{ème} année - N°4977 - Mardi 14 Octobre 2025 - Prix : 200 Fc

ELECTRICITÉ

Les coupures causées par «un défaut sur le réseau»



FONCTION PUBLIQUE :

Une réforme ambitieuse sous tension

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

21 Rabioun-Thani 1447

Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Octobre 2025

Lever du soleil:

05h 47mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 32mn

Dhouhr : 12h 02mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



VERS UN ÉTAT CIVIL NUMÉRIQUE :

Mohéli ouvre la voie à la modernisation nationale

Le lancement à Fomboni, le 10 octobre 2025, de l'étude préalable à la digitalisation du système d'état civil marque une étape clé dans la transformation administrative des Comores. Soutenu par la France et l'UNICEF, ce projet vise à instaurer un système fiable, sécurisé et accessible à tous les citoyens.

L'étude préalable à la digitalisation du système d'état civil comorien a été officiellement lancée à Mohéli, le 10 octobre 2025, lors d'une cérémonie tenue à l'hôtel Les Abou de Fomboni. Déjà inauguré à Moroni le 2 octobre, le projet a été présenté une seconde fois à Mohéli pour permettre la participation des parties prenantes locales, retardées lors du lancement national. Ce projet d'Appui à la Modernisation de l'État Civil aux Comores (AMECC) vise, pour rappel, à moderniser, sécuriser et digitaliser les registres d'état civil (naissance, mariage, décès, etc.) pour garantir une identité légale à tous les citoyens.

Le coordinateur national du projet, M. Soundi Abdou Toilib, a insis-



té sur l'importance de cette réforme pour le pays. « L'état civil constitue la base de tout État de droit. Ce projet permettra de renforcer l'identité

légale des citoyens et d'assurer le respect de leurs droits », a-t-il déclaré. Selon lui, la digitalisation du système contribuera à renforcer la fia-

bilité des données et à soutenir le développement économique et social du pays. Le système actuel d'état civil, encore largement

manuel, souffre de multiples insuffisances : erreurs fréquentes, falsifications, pertes de documents et difficulté d'accès aux registres. Pour y remédier, le gouvernement comorien a adopté en 2024 un Plan stratégique de modernisation de l'état civil, dans le prolongement de la loi n°23-06/AU du 27 juillet 2023, qui encadre la numérisation et la protection des données personnelles.

Le projet bénéficie de l'appui financier et technique de la France et de l'UNICEF, deux partenaires engagés dans la modernisation des institutions publiques comoriennes. Il s'agit d'un pas décisif vers une administration moderne et transparente, permettant à chaque citoyen d'accéder facilement à ses documents officiels — qu'il s'agisse d'un acte de naissance, de mariage ou de décès. Pour les Comores, selon les organisateurs, cette initiative symbolise une révolution tranquille : celle d'un État qui se digitalise pour mieux servir sa population, renforcer la confiance entre les citoyens et l'administration, et poser les fondations d'une gouvernance moderne et inclusive.

Riwad

FONDATION HAZI HAKI / IMARA COMOROS :

Une levée de fonds pour élever des rêves

Dans la soirée du 11 octobre, le Retaj a vibré au rythme d'un événement symbolique : un gala de levée de fonds pour Imara Comoros, une ONG qui éduque, inspire et autonomise les jeunes dans les STEM.

Organisé par la Fondation Hazi Haki, il a permis de réunir plus d'1 million de nos francs, offrant à 7 jeunes l'opportunité de représenter les Comores au First Global Challenge 2025 au Panama, une grande compétition mon-

diale de robotique et d'innovation jeunesse. La soirée a également été marquée par la présence du chef de l'État et du ministre des Télécommunications.

"S'épanouir et développer son génie ne dépend ni de votre statut social ni de vos revenus. Ce sont plutôt les opportunités et les mains tendues qui créent des ponts vers la réussite". C'est par ces mots que Mohamed Said

Abdallah Mchangama, président de la Fondation Hazi Haki, a démarré son discours, samedi 11 octobre dans la salle de conférence du Retaj. Dans une salle qui comptait des chefs d'entreprises, des ministres, des parents d'élèves, celui dont la Fondation a pour vocation de célébrer les valeurs de travail et mérite a rappelé un fait essentiel : celui de l'accompagnement des jeunes talents comoriens. Des paroles qui ont eu une résonance particulière dans la salle puisque

quelques minutes auparavant était projeté un court entretien du Prix Nobel de Chimie, Omar M. Yaghi, dont l'histoire a ému le monde entier. Celle d'un réfugié palestinien élevé en Jordanie, dans une famille modeste. « J'ai grandi dans une maison très modeste ... nous étions une dizaine dans une petite pièce, que nous partagions avec le bétail que nous élevions. (...) Les gens intelligents, talentueux et compétents existent partout. Nous devrions vraiment nous concentrer sur la libération de leur potentiel, en leur offrant des opportunités ».

Des mots qui résonnent comme une passerelle entre les mondes : celui d'un lauréat nobélisé et celui d'acteurs de terrain. Une même conviction les relie : la science, l'éducation, le savoir comme leviers d'émancipation. IMARA Comoros, bénéficiaire de la soirée, en est une vibrante illustration. Cette ONG, créée il y a 10 ans, s'est donnée pour mission d'éduquer et autonomiser les jeunes, en particulier les filles, via des projets dans les STEM (sciences, technologie, ingénierie, mathématiques), les arts et le leadership. Une conviction mise à l'épreuve ces derniers mois puisque faute de moyens, elle risquait de ne pas pouvoir envoyer sa délégation au

Panama, pour représenter les Comores. « Nous étions bloqués par un budget insuffisant. La Fondation Hazi Haki a organisé ce gala. Cela a non seulement permis de réunir les fonds manquants, mais c'était aussi et surtout une formidable vitrine pour nos jeunes qui ont eu l'opportunité de parler de leurs rêves devant les décideurs de ce pays », a déclaré Haina Kéké, Directrice et fondatrice d'IMARA Comoros.

L'association se distingue par ses actions concrètes et ambitieuses. On citera leur participation aux compétitions internationales de robotique (First Global) où elle a remporté cinq médailles d'argent à Dubaï en 2019, se classant 76^e sur 191 pays, mais aussi par des initiatives sociales innovantes comme la formation des productrices agricoles à Mwali à la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables et biodégradables. La levée va ainsi permettre à l'équipe d'IMARA Comoros, composée de jeunes adolescents, de représenter les Comores au First Global Challenge 2025, la grande compétition mondiale de robotique et d'innovation jeunesse. Une réussite qui élève le drapeau comorien ... et les rêves de nos talents de demain.

Sanaa Chouzour



L'équipe IMARA Comoros, avec le président de la Fondation Hazi Haki.

ELECTRICITÉ

Les coupures de courant causées par « un défaut sur le réseau électrique »

Ces derniers jours, les coupures d'électricité sont récurrentes dans la capitale ainsi que dans certaines zones périphériques. Ces interruptions, qui durent parfois quelques heures, sont dues à un défaut sur le réseau électrique. C'est ce qu'a indiqué Sagaffe Boy Moustoifa, chargé de communication de la Sonelec, tout en rassurant que les techniciens sont déjà à pied d'œuvre pour résoudre le problème dans les plus brefs délais.

Selon lui, si des coupures d'électricité ont lieu ces derniers temps, c'est bien à cause d'un dysfonctionnement sur le réseau. Le responsable de la communication a précisé que le défaut avait été identifié après plus de 12 heures d'investigations sur un tronçon de 6 km reliant Voidjou à Salimamoud, com-

prenant plus de 25 transformateurs. « Un défaut sur le réseau a été détecté, privant plus de 4 000 ménages d'électricité. Plusieurs hypothèses ont été envisagées pour identifier l'origine du problème : élagage des arbres à proximité des lignes, inspection visuelle des lignes et contrôle des transformateurs », a-t-il expliqué, en s'appuyant sur le rapport des techniciens. Il a également précisé que les opérations ont nécessité des interventions successives, tronçon par tronçon, avec déconnexion progressive des transformateurs pour isoler le défaut. Ce processus explique la longue durée de l'intervention.

« Le défaut a finalement été localisé sur un transformateur situé dans le quartier Oasis, à l'extrémité du tronçon concerné. Ce quartier reste malheureusement sans électricité à ce jour, mais une intervention est

prévue dans la journée pour rétablir le service », a-t-il rassuré. Il a aussi souligné qu'aucun détecteur de défaut n'a été signalé sur la ligne ni sur les transformateurs. La détection a donc été réalisée uniquement par inspection visuelle, ce qui a considérablement rallongé le diagnostic. Toutefois, il affirme que les travaux ne devraient pas durer et que le problème sera résolu rapidement.

Une autre source indique par ailleurs que la Sonelec effectue actuellement des essais de synchronisation avec la centrale solaire d'Oichili. Ces essais affecteraient particulièrement cette région jusqu'à Voidjou. Mais, selon lui, les tests s'améliorent progressivement. « Tout va dans le bon sens. Je peux rassurer la population qu'il s'agit simplement de petits problèmes techniques. Cela ne prendra pas beaucoup de temps.

Peut-être même que c'est déjà résolu à l'heure où je vous parle. Vous voyez bien, la situation s'améliore. Nous avons presque oublié le calvaire des coupures. Aujourd'hui, nous arrivons à éclairer 80% de la population sur chaque île notamment Ngazidja et Mohéli. Quant à l'île d'Anjouan c'est 60%. Et avec les efforts et le leadership de notre directeur général, nous atteindrons bientôt les 100% sur chaque île », a-t-il affirmé.

"Il faut saluer les efforts fournis par le directeur général de la Sonelec, Soilahoudine Moumine. Dès sa prise de fonction, il a dû faire face à d'énormes défis. Malgré cela, il se bat au quotidien pour répondre aux besoins de la population. En effet, des améliorations notables ont été observées au sein de la société, même si tous les problèmes ne sont

pas encore réglés. Ce sont des défis qui ne peuvent être surmontés en un jour, compte tenu de l'état dans lequel il a trouvé la société. Néanmoins, la Sonelec parvient aujourd'hui à fournir de l'électricité à la population sur chaque île un progrès que beaucoup saluent", encense son patron. Il faut rappeler que les problèmes de réseau ne datent pas d'aujourd'hui. Cela fait des années que le réseau n'a pas été réhabilité dans son ensemble. Il existait pourtant un projet de réhabilitation du réseau électrique, mais celui-ci n'a pas encore été achevé voire, selon certains, jamais réellement mis en œuvre. Interrogé à ce sujet, le chargé de communication a déclaré ne pas être en mesure de répondre à cette question pour le moment.

Nassuf Ben Amad

FONCTION PUBLIQUE :

Une réforme ambitieuse sous tension

Le processus d'identification biométrique de l'ensemble des agents de la fonction publique se poursuit dans les différentes îles de l'Union des Comores. L'objectif est de régulariser les situations administratives, mieux maîtriser les effectifs et contenir une masse salariale devenue trop lourde pour les finances publiques. Mais sur le terrain, l'enthousiasme reste mesuré entre attentes de changement concret et doutes persistants sur l'efficacité réelle de la réforme.

Le 10 octobre dernier, le gouverneur de Ngazidja, Mze Mohamed Ibrahim, s'est lui-même prêté à l'exercice au Palais de

Mrodjou, en présence du directeur général de la fonction publique, Omar Chehani. Un geste symbolique censé rappeler que personne n'est au-dessus des règles. Cependant, près de deux semaines après la mise en place des nouveaux horaires de travail, de nombreuses voix s'interrogent sur la portée réelle du dispositif. « On pointe à 8h, on part à midi, on revient à 17h juste pour repointer... Ce qui compte, ce n'est pas le temps passé au bureau, mais ce qu'on accomplit », confie Moustoifa Alhmed, enseignant de philosophie au lycée de Moroni. Selon lui, « la réforme n'aura de sens que si elle s'accompagne d'objectifs quotidiens et mesurables : telle tâche à rendre, tel rapport à

soumettre ». Sans cela, estime-t-il, le dispositif risque de rester purement cosmétique.

Ce sentiment traduit le malaise d'une partie du personnel public : des agents disposés à se conformer aux règles, mais qui réclament une évolution dans la culture de gestion et d'évaluation du travail. Face à ces critiques, les autorités défendent la réforme avec fermeté. Un représentant de la Fonction publique sur le terrain explique : « L'enregistrement biométrique est une mesure de vérité. Il permet de confirmer que les agents existent réellement, qu'ils sont bien à leur poste, et que les salaires versés correspondent à un service effectivement rendu. Nous devons en finir avec les agents fic-

tifs ou absents sans justification. » Selon lui, cette réforme marque le début d'une administration plus transparente et performante, capable de répondre aux attentes des citoyens. La maîtrise des effectifs et le contrôle de la masse salariale sont, dit-il, des leviers essentiels pour restaurer la confiance dans l'État.

Le contraste entre les deux visions est frappant. Côté fonctionnaires, une forte attente de reconnaissance, de meilleures conditions de travail et de méthodes modernisées. Côtés dirigeants, une volonté de réforme structurelle visant la discipline, la rigueur et la réduction des abus. La réussite du chantier dépendra donc de l'application rigoureuse

des mesures, de sanctions crédibles en cas de manquement, mais aussi d'un dialogue social ouvert pour que les agents se sentent impliqués dans la transformation et associés à la définition des critères de performance. L'enregistrement biométrique des agents publics constitue une étape symbolique et potentiellement décisive pour la modernisation de l'administration comorienne. Mais pour qu'il devienne un levier de changement réel, il faudra qu'il dépasse le simple geste du pointage.

Comme le résume un cadre administratif : « Pointer, c'est un début. Travailler avec efficacité et rendre compte, c'est la vraie réforme. »

Mohamed Ali Nasra

JUSTICE :

Six jeunes magistrats font leur entrée au tribunal de Fomboni

La salle d'audience du tribunal de Fomboni a accueilli, le jeudi 10 octobre 2025, une cérémonie pleine d'émotion et de solennité. Six jeunes magistrats ont prêté serment, rejoignant officiellement le corps judiciaire comorien pour servir avec intégrité et dévouement.

Le tribunal de Fomboni a été le théâtre d'un moment historique pour la justice comorienne. En présence des autorités locales, des représentants du ministère de la Justice et de nombreux invités, six jeunes magistrats fraîchement diplômés ont prêté serment, scellant leur engagement envers la nation et l'État de droit. La cérémonie, a débuté par le rappel des textes encadrant la fonction de magistrat avant le moment fort : la

prestation de serment. Main posée sur le livre sacré, les nouveaux juges ont juré de « remplir leurs fonctions avec loyauté, impartialité et respect des lois de la République ».

Dans son discours, la procureure

générale a salué la nouvelle génération de magistrats, tout en leur rappelant les valeurs fondamentales de la profession. « Être magistrat, c'est plus qu'un métier : c'est un sacerdoce. Vous avez le devoir d'incarner la

justice, dans sa rigueur mais aussi dans son humanité », a-t-elle déclaré. Les nouveaux venus exerceront diverses fonctions essentielles à savoir le juge des enfants, juge d'instruction, juge de commerce et

juges de siège. Leur intégration vient combler un vide criant dans les effectifs judiciaires de Mohéli, souvent confrontés à un manque de personnel qualifié.

Pour ces jeunes magistrats, ce serment n'est pas seulement un rite administratif, mais le symbole d'un engagement profond envers les justiciables pour la vérité et l'équité. Dans un contexte national marqué par une forte attente de transparence et de crédibilité du système judiciaire, leur mission s'annonce aussi noble que délicate. Cette cérémonie marque un tournant pour la justice comorienne, qui se dote de nouvelles forces vives prêtes à dire la loi et à restaurer la confiance des citoyens dans l'institution judiciaire.

Riwad



PROJET INTERCONNECTIVITÉ MARITIME DES COMORES

Le 4^e comité de pilotage tenu à Fomboni

Les 9 et 10 octobre, Fomboni a accueilli le 4^e comité de pilotage du Projet d'inter-connectivité maritime des Comores. Entre visites de chantiers et réunion stratégique, les acteurs du projet ont fait le point sur l'avancement des travaux du port de Bangoma, maillon essentiel d'un programme régional de 90 millions d'euros destiné à relier durablement les îles de l'Union.

Le 4^e comité de pilotage du Projet d'inter-connectivité maritime des Comores (PICMC) s'est tenu à Fomboni, le vendredi 10 octobre 2025, sous la présidence de Djinti Ahamada, secrétaire général du ministère des Transports maritimes et aériens. Cette rencontre marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre d'un projet stratégique pour le désenclavement et la croissance économique du pays. La veille a été consacrée à une visite des sites de Mbagani et de Domoni. À Mbagani, les membres du comité ont découvert les

installations en cours et les emplacements des futures infrastructures portuaires. À Domoni, ils ont visité la carrière d'où proviendront 80% des matériaux destinés à la construction du port.

« Nous sommes ici pour évaluer les progrès réalisés et ajuster ce qui doit l'être », a déclaré Mohamed Mmadi Ahamada coordinateur du projet soulignant l'importance d'un suivi constant et transparent. Le lendemain, une réunion plénière a réuni les membres du comité, les autorités locales et responsables du projet. Les discussions ont porté sur le budget 2025, les recommandations techniques et la participation des communautés locales. Les habitants de Mohéli voient dans le port de Bangoma une opportunité de développement : création d'emplois, stimulation du commerce inter-îles et renforcement du tourisme maritime. Mohamed Mmadi Ahamada, a rappelé que le PICMC vise à moderniser les infrastructures portuaires et à améliorer la mobilité entre les îles. Le projet bénéficie



d'un financement global de 90 millions d'euros, réparti entre la Banque mondiale (40 M€), la BAD (28 M€), la BID (15 M€) et l'AFD (5 M€).

Le programme comprend, pour rappel, quatre axes : la construction du port de Bangoma et de ports

secondaires, l'acquisition de navires rapides, le renforcement institutionnel des organismes maritimes, et une composante d'intervention d'urgence pour répondre aux crises. Ancré dans le Plan Comores Émergent 2030, le PICMC, selon les responsables, symbolise la volonté

du gouvernement de désenclaver les îles et renforcer leur intégration économique. Pour Mohéli, c'est une promesse d'avenir qui commence à se concrétiser.

Riwad

SOMMET POUR GAZA :

Les Comores appellent à une paix durable

L'Union des Comores a exprimé, ce lundi 13 octobre, son plein soutien au Sommet de la Paix pour Gaza, qui se tient à Charm el-Cheikh, en Égypte. Ce rendez-vous historique, co-présidé par les présidents Abdel Fattah al-Sissi et Donald Trump, réunit une vingtaine de dirigeants internationaux autour d'un même objectif : consolider la trêve entre Israël et le Hamas et jeter les bases d'une paix durable au Proche-Orient.

Dans un communiqué officiel, le gouvernement comorien a salué « les efforts conjoints des pays de la région et de la communauté internationale pour ramener la stabilité dans la bande de Gaza ». Moroni

considère cette initiative comme « une étape cruciale vers la fin de deux années de conflit » et s'est félicitée de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu annoncé la semaine dernière. Ce sommet intervient dans un contexte particulièrement tendu, marqué par deux années d'affrontements meurtriers à Gaza, ayant coûté la vie à des milliers de civils. Selon la présidence égyptienne, la rencontre rassemble notamment les présidents Emmanuel Macron, Pedro Sánchez, Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Keir Starmer, ainsi que le roi Abdallah II de Jordanie. Cependant, ni Israël ni le Hamas n'ont envoyé de délégation officielle, préférant suivre les discussions par l'intermédiaire de leurs alliés régionaux.

D'après plusieurs médias internationaux, les États-Unis, l'Égypte, le Qatar et la Turquie devraient jouer un rôle de garants dans la mise en œuvre de l'accord de trêve. Ce lundi matin, la libération de 20 otages israéliens, remis à la Croix-Rouge internationale, a par ailleurs ravivé l'espoir d'une stabilisation progressive de la situation à Gaza. Fidèle à sa tradition diplomatique, l'Union des Comores a rappelé sa position constante en faveur du peuple palestinien. Dans son communiqué, Beit-Salam a réaffirmé que « l'Union des Comores reste attachée à une paix juste, globale et durable, fondée sur la solution à deux États et sur le respect du droit international ».

Cette prise de position s'inscrit

dans la continuité d'une diplomatie comorienne fondée sur le dialogue, la solidarité et la coopération régionale. En exprimant son soutien au Sommet de Charm el-Cheikh, Moroni entend aussi souligner le rôle que les petites nations peuvent jouer dans la défense des valeurs universelles de paix et de justice. Pour de nombreux observateurs,

cette rencontre au bord de la mer Rouge symbolise un retour à la diplomatie après des années de violences. Les dirigeants présents souhaitent établir les fondations d'un processus politique durable, accompagné d'un plan humanitaire d'urgence pour Gaza.

Mohamed Ali Nasra



Photo d'illustration

La Gazette des Comores

Nos points de vente à Moroni

Nassib Volo Volo
Librairie A la Page
Librairie Nouveautés
Librairie Au Paradis des livres
Sawa Prix
Kiosque Hadoudja (Collège Coulée)
Magasin Mzé Cheikh (Gobadjou)
Kiosque BUS (Place des banques)

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufè Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CRISE SOCIALE AU MAROC :

Le Roi Mohammed VI appelle à l'unité nationale

Le Roi Mohammed VI, accompagné du Prince Héritier Moulay El Hassan et du Prince Moulay Rachid, a adressé, vendredi 10 octobre dernier, un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la première session de la 5e année législative de la 11e Législature. Il appelle à l'unité nationale à l'approche de la CAN.

Depuis plusieurs semaines, un collectif de jeunes, organise des manifestations dans des villes comme Rabat, Casablanca et Tanger. Les revendications portent sur des sujets variés comme l'amélioration des services publics (éducation, santé), la transparence et la lutte contre la corruption, et plus généralement, une réforme du système institutionnel. Le 10 Octobre dernier, le roi Mohamed VI s'est adressé au parlement et appelle à l'unité nationale à l'approche de la CAN 2025. Dans son allocution le Roi Mohammed VI, affirme que cette session est une occasion d'assurer du prix que le peuple attache au travail du parlement, qu'il soit d'ordre législatif ou qu'il se rapporte au contrôle de l'action gouvernementale et à l'évaluation des politiques publiques. « Il ne devrait y avoir ni antinomie ni rivalité entre les grands projets nationaux et les programmes sociaux, tant que le but recherché est de développer le pays et d'améliorer les conditions de vie des citoyens, où qu'ils soient », a-t-il souligné.

Dans la même veine, il a indiqué qu'une attention particulière doit être portée à l'encadrement des citoyens et à la communication autour des initiatives engagées par les pouvoirs publics, et des différentes lois et décisions, notamment celles ayant trait directement aux droits et aux libertés des citoyens. « Cette mission n'est pas du seul ressort du gouvernement. Elle est l'affaire de tous, et vous, les parlementaires, êtes en première ligne, car vous êtes les représentants des citoyens. C'est aussi la responsabilité des partis politiques et des mandataires siégeant au sein des différents Conseils élus, à tous les échelons de l'organisation territoriale. Doivent également s'y associer médias, acteurs de la société civile et, globalement, toutes les forces vives de la Nation », a-t-il précisé.

Le souverain chérifien a appelé les parlementaires à accélérer la marche du Maroc émergent et à lancer une nouvelle génération de programmes de

développement territorial. « Ainsi que vous le savez, il s'agit d'enjeux majeurs qui débordent la limite temporelle de l'action gouvernementale et parlementaire. Dieu soit loué, à la faveur des dynamiques que nous avons impulsées, notre pays se fraye un chemin sûr vers une plus grande justice sociale et territoriale », a-t-il fait savoir. Et de poursuivre : « nous nous attachons aussi à ce que les fruits de la croissance profitent à tous, à ce que les enfants du Maroc uni jouissent à égalité des droits politiques, économiques et sociaux et de bien d'autres. Aussi, Nous considérons que le niveau du développement local est le vrai miroir du progrès du Maroc émergent et solidaire, dont nous nous employons tous à consolider le statut ».

Selon lui, le diptyque « justice sociale et lutte contre les inégalités territoriales » est loin d'être un slogan creux, ou une priorité conjoncturelle dont l'importance pourrait décliner au gré des circonstances. « Nous le considérons plutôt comme une



orientation stratégique qui requiert l'engagement de tous les acteurs, ainsi qu'un enjeu crucial qui doit imprégner les différentes politiques de développement. Par ailleurs, le cap tracé par le Maroc émergent pour réaliser la justice sociale et spatiale exige la mobilisation de toutes les potentialités dont il dispose ».

S'agissant de la nouvelle génération de programmes de

développement territorial que le gouvernement doit s'atteler à élaborer conformément aux nouvelles orientations, il soutient qu'ils attendent qu'ils se caractérisent par une plus grande célérité et qu'ils produisent un impact plus fort. « Ce travail doit être mené dans le respect d'une relation gagnant-gagnant entre les zones urbaines et rurales. Il s'agit notamment des questions clés

que nous avons définies comme prioritaires, au premier rang desquelles figurent l'encouragement des initiatives locales et des activités économiques, la création d'emplois pour les jeunes, la promotion concrète des secteurs de l'éducation et de la santé, ainsi que la mise à niveau territoriale ».

MY

Beit-Salam Présidence de l'Union des Comores



COMMUNIQUÉ



Le Gouvernement comorien suit avec une grande préoccupation l'évolution de la situation, à Antananarivo et dans plusieurs villes de Madagascar.

Il rappelle que les crises profondes trouvent toujours des solutions durables non pas dans la confrontation, mais dans l'écoute mutuelle, le dialogue sincère et la recherche de compromis responsables.

Il attire l'attention à un changement anticonstitutionnel et appelle ainsi l'ensemble des acteurs malgaches, à privilégier la voie pacifique dans la résolution de cette crise, notamment en faisant preuve de retenue, de responsabilité et d'ouverture.

ASSOCIATION COMORIENNE
CONTRE LE CANCER CHEZ LA FEMME



SOIRÉE DE GALA

OCTOBRE ROSE

DRESS CODE : BLACK AND PINK



SAMEDI
18
OCTOBRE
AU RETAJ
À 19H00

Individuel **10 000 FC**
Enfant (moins de 15 ans) **5 000 FC**



ACCF COMORES

DJ
TOURKY



YAX
LEADER

Contacts :
396 48 96 / 475 36 08